

Des chiffres, que des chiffres...

- ⇒ **11,7 milliards d'euros**, (3% du budget de la Sécu) le déficit annoncé de la Sécu pour 2007
- ⇒ **13 milliards d'euros**, le "paquet fiscal" au bénéfice des ménages les plus aisés. (baisse du bouclier fiscal, déduction des emprunts immobiliers, baisse des droits de succession, etc.)
- ⇒ **23,9 milliards d'euros** d'exonérations de charges (cotisations sécu, retraite, Unedic) accordés en 2006 aux entreprises au titre des emplois aidés (surtout l'emploi de précaires) dont **21,6 milliards** reversés par l'Etat (avec nos impôts, donc notre salaire) aux caisses concernées. Soit, **2,3 milliards d'euros** de recettes en moins.
- ⇒ **6 milliards d'euros** : c'est le montant des arriérés de l'Etat/employeur. (C'est la moitié du soit-disant "trou")
- ⇒ **37 milliards d'euros** de "niches sociales" dénoncés par la Cour des Comptes dans son récent rapport au Président de la République
- ⇒ **100 milliards d'euros** de bénéfices des entreprises du CAC 40 pour 2006 (source **Le Figaro Economie** du 13/03/07), (**12 milliards** pour la seule entreprise **Total**), dont la moitié est redistribuée aux actionnaires et grands dirigeants.
- ⇒ **3,2 milliards d'euros** de recettes en moins pour les stock-options des grands patrons, non assujetties aux cotisations sociales
- ⇒ **5 milliards d'euros** d'estimation d'exonération de cotisations sociales pour les heures supplémentaires.

Pas convaincus ?

Prenons le problème sous un autre angle : celui de l'emploi. N'oublions pas que les cotisations sociales, c'est du salaire différé. Ce que le patron cotise, c'est ce qu'il ne nous donne pas en direct sur la feuille de paie. En 2005, les entreprises ont reçu **65 milliards** d'aides de l'Etat sous diverses formes (aides directes, exonérations de charges, etc.) Pour créer des emplois. Cela correspond à 1 800 000 emplois rémunérés à 3000 euros bruts. **Où sont ces emplois ?**

Au lieu de cela, les plans de licenciements sont quotidiens et l'ordinaire des salariés c'est le contrat précaire, sous payé. Cherchez l'erreur.

- ⇒ Pour un salaire mensuel de **1 500 euros bruts**, 100 000 chômeurs de moins, c'est **680 millions d'euros** de recettes supplémentaires pour la Sécu par an.
- ⇒ 1 million de chômeurs en moins c'est **6,802 milliards d'euros** supplémentaires.
- ⇒ Pour un salaire mensuel de **1 800 euros bruts**, 100 000 chômeurs de moins, c'est **816 millions d'euros** de recettes supplémentaires pour la Sécu.
- ⇒ 1 million de chômeurs de moins, c'est **8,16 milliards d'euros** supplémentaires.

Et si on parlait augmentation de salaire ?

- ⇒ **1% d'augmentation** sur un salaire mensuel de 1 500 euros bruts, pour les 16 millions d'actifs, c'est **669 millions d'euros** pour les caisses de la Sécu.
- ⇒ **1% d'augmentation** sur un salaire mensuel de 1 800 euros bruts, pour les 16 millions d'actifs, c'est **1,306 milliards d'euros** pour les caisses de la Sécu.
- ⇒ **7%** : la perte de pouvoir d'achat des 5 millions de fonctionnaires depuis 2000. A vos calculettes !